

Il est 7 h 42. Le formateur n'a pas encore formé.

Enquête sur le coût invisible de la fragmentation numérique dans la formation professionnelle : 45 000 organismes, sept outils, 9 % du temps perdu.

Guillaume Bouton - Cofondateur et président d'E²SN

Il est 7 h 42, un mardi de mars, dans un bureau partagé du 3^e arrondissement de Lyon. Nissrine est formatrice indépendante en marketing digital. Dans vingt minutes, elle doit animer un module sur le SEO technique devant douze apprenants connectés depuis quatre villes différentes. Mais à cet instant précis, Nissrine ne prépare pas son cours. Elle cherche un mot de passe.

Celui de la plateforme LMS qu'elle utilise pour diffuser ses supports. Pas le même que celui de l'outil auteur où elle conçoit ses slides. Ni celui du drive partagé où dorment ses fichiers source. Ni celui du tableur collaboratif dans lequel elle consigne - à la main - les émargements exigés par Qualiopi. **Nissrine utilise sept logiciels pour faire un seul métier.** Elle n'est pas un cas isolé. Elle est la norme.

Le syndrome des sept onglets

En France, 45 000 organismes de formation détiennent la certification Qualiopi. La quasi-totalité utilise entre cinq et huit outils numériques pour concevoir, diffuser, suivre et prouver la qualité de leurs formations. Un éditeur de contenu, un LMS, un tableur pour la conformité, un outil de visioconférence, un gestionnaire de fichiers, un système de signature électronique, parfois un CRM. Et, depuis peu, un ou deux outils d'intelligence artificielle générative dont personne ne sait très bien s'ils sont conformes au règlement européen entré en vigueur le 2 août dernier.

Chaque outil a ses identifiants, son interface, ses mises à jour, son support - et son tarif. Additionnés, ces abonnements représentent entre 200 et 700 euros mensuels pour un petit organisme. Pour une ETI, la facture dépasse souvent les 2 000 euros, sans compter le temps humain perdu à faire dialoguer des systèmes qui ne se parlent pas.

Ce temps a un nom dans la littérature managériale anglo-saxonne : le *toggling cost*, le coût cognitif du basculement permanent entre applications. Une étude de la Harvard Business Review l'estime à **9 % du temps de travail annuel**. Pour un formateur, cela représente l'équivalent de quatre semaines par an passées non pas à transmettre un savoir, mais à naviguer entre des interfaces. Quatre semaines. Un mois entier.

« J'ai huit onglets ouverts. Aucun ne me sert à enseigner. »

Ce que Qualiopi 2026 change - et que personne ne dit à voix haute

Le guide de lecture Qualiopi V10, applicable au 1^{er} juillet 2026, ne se contente plus de demander des preuves documentaires. Il exige une **traçabilité opérationnelle continue**. L'auditeur ne vérifie plus que vous avez un processus. Il vérifie que votre outil *prouve* que le processus est appliqué, en temps réel, à chaque session, pour chaque apprenant.

Cela signifie que le tableur partagé, aussi méticuleux soit-il, ne suffit plus. Que les captures d'écran horodatées ne suffisent plus. Que la fragmentation d'outils n'est plus seulement un inconfort : c'est un **risque de non-conformité**. Paul, directeur pédagogique d'un organisme lyonnais de vingt-huit salariés, résume la situation avec une lucidité désabusée : « Je passe plus de temps à prouver qu'on fait bien qu'à faire bien. »

L'été 2026 : la triple convergence que personne n'a anticipée

Trois échéances se télescopent. Le 1^{er} juillet 2026, Qualiopi V10 impose des audits renforcés et une traçabilité opérationnelle. Le 2 août 2026, l'AI Act devient pleinement applicable et classe la formation en « système à haut risque » (Annexe III). À l'automne 2026, la directive NIS2 est transposée en droit français.

Un organisme qui utilise un LMS américain, un outil auteur canadien et une IA générative sans documentation de conformité se retrouve, en septembre 2026, exposé sur trois fronts réglementaires simultanés - sans nécessairement en avoir conscience.

L'unification n'est pas un luxe. C'est une condition de survie.

La réponse n'est pas d'ajouter un neuvième outil. Elle est de repenser l'architecture même de la chaîne de valeur pédagogique. C'est la conviction qui nous a conduits, avec Myriam Bouton, à créer U Hub, que nous lançons aujourd'hui au sortir de sa phase bêta. Non pas comme un énième LMS, mais comme la première plateforme française qui réunit dans un même environnement ce que le marché a toujours séparé : la **création de contenu** (éditeur visuel, IA pédagogique, export SCORM), la **diffusion** (LMS complet, parcours, quiz, jeux, certificats) et la **conformité** (Qualiopi 32/32 indicateurs, émargement QR code, BPF, SIFA, RGPD natif).

Notre IA pédagogique assiste les formateurs dans la génération de contenus, de quiz et de scénarios pédagogiques. Chaque output est étiqueté conformément à l'AI Act. Nous savons aussi que l'excellence technique ne suffit pas : la formation professionnelle est un métier de précision réglementaire, de subtilité pédagogique et de contexte culturel. C'est pourquoi nous cherchons activement à collaborer avec l'écosystème français de l'IA pour affiner un modèle dédié au secteur - capable de comprendre les indicateurs Qualiopi et de naviguer les spécificités du droit français de la formation.

Il est 8 h 01. Le cours peut commencer.

À 8 h 01, Nissrine pourrait ouvrir un seul onglet. Retrouver son cours là où elle l'a laissé. Lancer l'émargement d'un clic. Voir en temps réel qui est connecté, qui progresse, qui décroche. Générer son attestation Qualiopi sans quitter l'interface. Et consacrer son énergie à ce pour quoi elle s'est formée : **transmettre**. Ce n'est pas une utopie. C'est un choix d'architecture. Et il est temps que le secteur de la formation professionnelle fasse ce choix.

« Nous avons créé des outils pour former les gens. Quelque part en chemin, ce sont les outils qui nous ont formés à les subir. Il est temps d'inverser l'équation. »

Tribune diffusée par E²SN dans le cadre du lancement de U Hub. Contact presse : contact@essn.fr